

**Communiqué de presse de l'Institut départemental Gustave Baguer**

**en réponse à l'article publié par Mediapart le 5/04/2021**

L'Institut départemental Gustave Baguer conteste le plus fermement les accusations relayées par le journal Mediapart dans son article publié le 5 avril 2020 relatives à de prétendues « maltraitances » et « violences » de la part de ses équipes contre des enfants.

Aucun acte de maltraitance ni aucune violence n'ont été commises par le personnel de l'établissement ces derniers années.

D'autre part l'Institut départemental Gustave Baguer n'a cessé de mettre l'enfant au cœur de son projet d'établissement :

- en diversifiant l'offre des activités à forte utilité sociale, notamment éducatives, proposées avec le remplacement des activités supprimées par d'autres activités plus adaptées ;
- en adressant tout dysfonctionnement lié aux accompagnements pour mieux le corriger ; toutes les mesures ont été prises pour répondre et prévenir les incidents, y compris quand cela a été nécessaire par le signalement des personnes impliquées – dans le respect de la confidentialité attachée à ces procédures ;
- en compensant voire surcompensant le départ de certains professionnels, malgré des difficultés de recrutement communes à l'ensemble du secteur, afin de garantir la continuité, la qualité et la sécurité des accompagnements. Le nombre d'équivalent temps plein est ainsi en progression entre 2020 et 2021.

Dans un contexte de crise sanitaire sans précédent, la direction de l'Institut départemental Gustave Baguer a également pris l'initiative inédite d'ouvrir ses internats à des enfants d'autres établissements fermés ou bien sans solution pour leur offrir ainsi qu'à leurs aidants familiaux une solution d'accueil et de répit en urgence.

Face à des accompagnements complexes d'enfants avec handicaps associés à la surdité, qui mettent régulièrement en échec ou exposent à des risques psychosociaux les professionnels de l'Institut, la direction a toujours entendu apporter son soutien direct à tout professionnel en difficulté qui venait à elle.

Mieux encore, une démarche qualité de vie de travail (QVT) a été initiée dans l'établissement avec la création d'une Cafet', l'aménagement d'une terrasse végétalisée attenante à la salle du personnel, l'organisation de séances hebdomadaires de sophrologie à destination des agents, etc. Il est également veillé à un dialogue social continu formel et informel avec les représentants du personnel dans une démarche d'amélioration continue de la qualité. La stabilisation des effectifs depuis le début de l'année 2021 témoigne des premiers résultats de ces initiatives.

L'Institut souhaite rappeler toute sa confiance envers ses personnels, et notamment les interfaces de communication, les contrats aidés et les volontaires du service civique dénigrés dans l'article de Mediapart.



Enfin, l'Institut a veillé, à travers de nouveaux supports notamment numériques et le traitement immédiat de toute réclamation, à une communication fluide et une information régulière des familles des enfants suivis et accueillis dans un souci de co-construction optimale de leurs projets d'accompagnement.

Si beaucoup reste à faire pour ancrer durablement l'Institut dans la modernité, son environnement extérieur et le pragmatisme, rien ne pourra jamais fonder de telles accusations. Aussi pour défendre la réputation de ses équipes, et au regard de la gravité des accusations, l'Institut départemental Gustave Baguer, n'hésitera pas à faire valoir son droit au rétablissement de la vérité par toute action qui sera nécessaire dans les prochains jours.